

Thomas Piketty : « L'illusion de l'écologie centriste »

Si gauches et écologistes s'unissaient au Parlement européen, ils formeraient le plus grand groupe et pourraient peser davantage, estime l'économiste dans sa chronique au « Monde ».

Chronique.

Bonne nouvelle : au vu des résultats des élections européennes, il semblerait que les citoyens français et européens se soucient davantage du réchauffement climatique. Le problème est que le scrutin qui s'achève n'a guère permis de faire progresser le débat de fond. Concrètement, avec quelles forces politiques les écologistes comptent-ils gouverner et sur quel programme d'action ? En France, les Verts ont certes réalisé un score honorable : 13 % des voix. Mais vu qu'ils avaient déjà obtenu 11 % lors des européennes de 1989, 10 % en 1999 et 16 % en 2009, rien n'indique qu'une majorité « Verte » autonome soit à portée de main. Au Parlement européen, les Verts auront presque 10 % des sièges (74 sur 751). C'est mieux que dans le parlement sortant, où leur part n'était que de 7 % (51 sièges), mais cela oblige à clarifier la question des alliances. Or les responsables Verts, enivrés par leur succès, notamment en France, refusent de dire s'ils souhaitent gouverner avec la gauche ou la droite.

Pourtant tout indique de plus en plus clairement que la résolution du défi climatique ne pourra se faire sans un puissant mouvement de compression des inégalités sociales, à tous les niveaux. Avec l'ampleur actuelle des inégalités, la marche en avant vers la sobriété énergétique restera un vœu pieux. D'abord parce que les émissions carbone sont fortement concentrées parmi les plus riches. **Au niveau mondial, les 10 % les plus riches sont responsables de près de la moitié des émissions, et les 1 % les plus riches émettent à eux seuls plus de carbone que la moitié la plus pauvre de la planète.** La réduction drastique du pouvoir d'achat des plus riches aurait donc en tant que telle un impact substantiel sur la réduction des émissions au niveau mondial.

Par ailleurs, on voit mal comment les classes moyennes et populaires des pays riches comme des pays émergents accepteraient de changer leur mode de vie (ce qui est pourtant indispensable) si on ne leur apporte pas la preuve que les plus aisés sont mis à contribution. La séquence politique observée en France en 2017-2019, étrangement absente de la campagne, apporte une illustration dramatique et emblématique de ce besoin de justice. Le principe de la taxe carbone était relativement bien accepté en France en 2017, et il était prévu qu'elle augmente régulièrement jusqu'en 2030 afin que le pays réduise ses émissions, conformément aux engagements pris lors des accords de Paris.

Mécontentement social

Mais pour qu'une telle progression soit acceptable, il est indispensable qu'elle frappe les plus gros émetteurs au moins autant que les plus modestes, et que la totalité du produit de la taxe soit affectée à la transition énergétique et à l'aide aux ménages les plus touchés. Le gouvernement Macron a fait tout le contraire : les taxes sur les carburants payées par les plus modestes ont été utilisées pour financer d'autres priorités, à commencer par la suppression de l'ISF [*impôt de solidarité sur la fortune*] et de l'impôt progressif sur les revenus du capital. **Comme l'a montré l'Institut des politiques publiques (IPP), il en a résulté entre 2017 et 2019 une augmentation de 6 % du pouvoir d'achat des 1 % les plus riches et de 20 % des 0,1 % les plus riches.**

Au vu du mécontentement social, le gouvernement aurait pu décider d'annuler les cadeaux aux plus riches et de les consacrer enfin au climat et à la compensation des plus modestes. Que nenni : aussi buté que Sarkozy de 2007 à 2012 avec son bouclier fiscal, Macron a préféré s'accrocher aux cadeaux aux plus aisés et annuler les hausses de la taxe carbone, dont personne ne sait aujourd'hui quand elles reprendront, au mépris complet des accords de Paris. En choisissant de faire de [la suppression de l'ISF](#) le marqueur absolu de sa politique, le parti présidentiel a confirmé qu'il était bien l'héritier de la droite libérale et pro-business. La structure sociologique de son électorat, centré sur les hauts revenus et patrimoines, en 2017 et plus encore en 2019, ne fait de ce point de vue aucun doute.

Dans ces conditions, on peut se demander pourquoi les Verts français ou allemands envisagent de gouverner avec les libéraux et les conservateurs. L'envie d'accéder aux responsabilités est chose humaine. Mais est-on bien sûr que cela soit dans l'intérêt de la planète ? Si les gauches et les écologistes s'étaient regroupés en France, ils auraient été devant les libéraux et les nationalistes. S'ils s'unissaient au Parlement européen, ils formeraient de loin le plus grand groupe et pourraient peser davantage. Pour qu'une telle ligne sociale-fédérale et écologique puisse voir le jour, les divers partis de gauche vont aussi devoir parcourir une partie du chemin. Les « insoumis » en France ou Die Linke en Allemagne ne peuvent se contenter de dire qu'ils veulent changer l'Europe actuelle ou sortir des traités : ils doivent expliquer dans quels nouveaux traités ils veulent entrer.

Sortir du combat de coqs

Quant aux socialistes et sociaux-démocrates, ils portent par leur pratique du pouvoir une responsabilité éminente dans la décomposition du système politique, et ont un rôle central à jouer pour permettre sa reconstruction. Il leur faudra reconnaître leurs erreurs passées : ils ont largement contribué à forger le cadre européen actuel, en particulier en organisant la libre circulation des capitaux sans taxation ni régulation commune, ou en faisant croire qu'ils allaient renégocier des traités alors qu'ils n'avaient en réalité aucune feuille de route précise.

Il est possible de bâtir un modèle de développement équitable et durable en Europe, mais cela demande de la délibération et des choix difficiles. Raison de plus pour sortir du combat de coqs et s'y atteler dès maintenant.

Thomas Piketty

Yannick Jadot : « Nous voulons conquérir et exercer le pouvoir »

Le leader d'Europe Ecologie-Les Verts veut gagner au moins quatre grandes villes, dont Paris, lors des élections municipales de 2020.

[Aurolé de sa troisième place aux élections européennes](#) (13,5 % des voix), le 26 mai, comme tête de liste d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), Yannick Jadot détaille, dans un entretien au *Monde*, le rôle que sa formation veut tenir dans le jeu politique français.

Vous êtes arrivé en tête du bloc de gauche lors des européennes. Cela vous donne-t-il une responsabilité particulière dans la recomposition de ce camp ?

Ce n'est pas la seule question de la recomposition de la gauche qu'il faut se poser, mais celle de tout le champ politique pour faire face au plus grand défi auquel l'humanité ait été confrontée : sa survie. Le fait d'avoir imposé l'écologie comme troisième force politique de notre pays nous oblige incontestablement. Nous devons être à la hauteur de ces plus de 3 millions de voix. Et porter un projet plaçant l'écologie et la solidarité au cœur du paysage politique européen. Il ne s'agit pas d'un vote isolé ; on a participé à la vague verte comme en Allemagne et au Benelux. La responsabilité que nous avons, aussi en France, c'est de construire la grande alternative, préparer l'alternance, autour de ce projet de l'écologie et de la solidarité.

Quand on est le premier parti de la jeunesse, on doit se focaliser sur le futur et pas sur le passé. Je veux rassembler toutes celles et tous ceux qui défendent les valeurs fondatrices de l'écologie, la justice sociale, la solidarité, l'égalité des droits et les libertés.

C'est-à-dire ?

Le mandat que nous avons reçu avec cette élection, c'est de sauver l'avenir, pas le passé, sauver le climat et pas les vieux appareils. Je ne participerai pas à un rafistolage du paysage politique du XX^e siècle.

Ce n'est ni de l'arrogance ni du mépris. C'est une distance de construction politique. Il y a une telle urgence écologique, une telle urgence sociale et une telle urgence démocratique qu'il nous faut agir, concrètement, au jour le jour.

Tracer une ligne entre défenseurs du climat et fossoyeurs de la planète, comme vous le faites, n'est-ce pas une forme de « populisme vert » ?

Pas du tout ! Le populisme, c'est être dans une posture et instrumentaliser les difficultés sans se donner les moyens d'y répondre.

Nous avons la démarche inverse ; notre souhait est d'être dans l'action, le concret, pas dans les slogans. Nous voulons répondre aux difficultés de nos concitoyens, montrer que l'écologie en action est profondément sociale, que c'est à la fois une protection et une projection. Il n'y aura pas de société apaisée, solidaire et démocratique si on n'offre pas un avenir serein, si on n'échappe pas au chaos climatique et à l'anéantissement de la biodiversité. On veut se donner les moyens d'agir, pour se donner les moyens de conquérir le pouvoir et de l'exercer.

En 2020, il y a les municipales. Quelles alliances allez-vous faire ?

Il faut distinguer les citoyens des appareils. J'ai envie que tous ceux qui agissent ou sont empêchés d'agir, ceux qui se sentent orphelins d'une perspective, qui ont compris que c'est l'écologie qui doit être au cœur du renouvellement du paysage politique, d'une projection enthousiasmante, participent à ce grand projet.

Les jeunes ne nous ont pas donné mandat pour nous asseoir autour d'une table avec Olivier Faure, Benoît Hamon et Fabien Roussel [*dirigeants du Parti socialiste, de Génération.s et du Parti communiste*], mais pour agir concrètement sur le climat.

Mais vous êtes avec ce « vieux monde » dans des majorités dans certaines villes...

Notre appareil politique fait aussi partie du « vieux monde », mais il a anticipé les crises et construit des réponses. Il faudra néanmoins le dépasser.

On veut gagner de nombreuses municipalités, notamment de grandes villes. Le deuxième tour se construira sur la base du programme écolo. On veut gagner Paris, Nantes, Rennes, Toulouse et ailleurs, confirmer Grenoble et de nombreuses villes petites et moyenne où on a fait de très bons scores. Ce n'est pas un hasard si c'est à Grande-Synthe, où Damien Carême a agi avec ce programme écolo que le Rassemblement national fait un de ses scores les plus faibles dans le département du Nord. [*Dans cette ville, la liste RN a totalisé 33,97 % des voix. La formation d'extrême droite a recueilli, dans le département du Nord, 29,55 % des voix.*]

Donc vous dites au reste de la gauche, aux partis, qu'il n'y aura pas de négociations ?

Chacun sera libre de venir participer à la construction que nous proposons autour d'un projet. Je ne veux pas être le nouveau leader de l'opposition mais celui d'une nouvelle espérance. Ce que j'ai refusé pendant dix mois, je ne vais pas le faire maintenant. Que chacun fasse son aggiornamento.

Comment va se faire le dépassement d'EELV [dont David Cormand \(secrétaire national\) a parlé](#), cette nouvelle force politique que vous voulez construire ?

Il est absurde qu'il y ait différents partis écologistes qui se fassent concurrence. Il faut créer la structure qui va rassembler la liste Urgence écologie, le Parti animaliste.

Avec Génération.s ou La France insoumise qui sont aussi écologistes ?

Pour moi, ce ne sont pas des partis écologistes. Mais leurs militants, comme tous ceux qui se retrouvent dans les valeurs de l'écologie, sont les bienvenus s'ils souhaitent, avec nous, construire une société écologique et apaisée.

Avez-vous proposé à Nicolas Hulot de venir ?

On sort à peine de la campagne, mais il y aura sa place, bien sûr.

Comment allez-vous parler aux classes populaires pour qui l'écologie est souvent synonyme de taxe ? A Grande-Synthe, Damien Carême n'est-il pas une exception ?

Notre écologie doit montrer qu'elle est sociale et positive, qu'elle est la vraie alternative à l'extrême droite. On doit donner cette espérance dans les zones qui se sentent abandonnées. Par exemple, quand j'étais en campagne dans les quartiers nord de Marseille, on voit que l'écologie est une exigence concrète qui répond à des besoins quotidiens : chauffage, isolation, fuite d'eau. L'écologie doit leur offrir un meilleur cadre de vie.

Vous dites que vous êtes l'alternative à l'extrême droite. Voulez-vous être également l'alternative à Emmanuel Macron ?

Oui. Emmanuel Macron a été élu sur une promesse de renouvellement des politiques publiques et de la gouvernance. Il devait être porteur d'une forme de réconciliation. Or, il a failli. Ou plutôt, il a réuni la gauche et la droite qui ont échoué dans une même logique technocratique très « vieux monde ». Ce statu quo alimente la montée de l'extrême droite. Et la seule façon de la contrer, c'est l'alternative écolo. On veut sortir du vieux monde et on attaque l'extrême droite à la racine. L'extrême droite se combat tous les jours en améliorant le quotidien.

Lire aussi : [La campagne européenne d'EELV, « un long combat, avec plein de chausse-trappes »](#)

Comment voyez-vous votre rôle d'ici à 2022 ?

Ma responsabilité est d'animer une équipe pour que l'écologie conquière le pouvoir pour l'exercer. J'ai été élu député européen, donc le mandat que l'on a reçu est de transformer l'Europe, c'est à cela que je vais m'atteler. La prochaine campagne des municipales, c'est de savoir comment on transforme la vie quotidienne et locale de nos concitoyens. Ce sont les deux pôles de l'écologie : le global, l'Europe, et le local, les municipales. Je vais m'y investir pleinement.

Jusqu'à être candidat à Paris ?

Nous venons d'être élus députés européens et nous venons de désigner un candidat pour Paris [*David Belliard*]. Je mettrai toutes mes forces dans les campagnes municipales pour faire gagner l'écologie.

Et la présidentielle ?

C'est très loin. Ma responsabilité est de construire le grand projet pour gagner et être l'alternance.

Vous avez participé à un shooting photo de « Paris-Match » dès dimanche soir avec votre compagne. C'est une forme de présidentialisation...

Isabelle Saporta est écologiste depuis quinze ans. Il n'y a pas d'ambiguïté sur un quelconque conflit d'intérêts. On n'a jamais « pipolisé » pour gagner une voix. Notre histoire d'amour est aussi construite sur la complicité des combats, cette victoire est aussi la nôtre. Se posait la question de savoir jusqu'où on assume. Je me suis dit qu'il fallait la protéger par une photo officielle. On voulait assumer ensemble la joie de ce résultat.

[Bastien Bonnefous](#), [Abel Mestre](#) et [Sylvia Zappi](#)